



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

ICC-PIDS-WU-1119/12_Fra

12 mars 2012 #119 La CPI semaine après semaine



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. Le 16 décembre 2011, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges à l'encontre de M. Mbarushimana. Il a été remis en liberté le 23 décembre 2011.

Informations pratiques pour les médias : La décision sur l'innocence ou la culpabilité de M. Lubanga Dyilo sera rendue le mercredi 14 mars 2012

La Chambre de première instance I de la Cour pénale internationale (CPI) rendra sa décision sur l'innocence ou la culpabilité de Thomas Lubanga Dyilo (conformément à l'article 74 du Statut de Rome), en audience publique, le 14 mars 2012 à 10h00 (heure locale de La Haye).

Le procès à l'encontre de M. Lubanga Dyilo est le premier procès à se tenir devant la CPI. Il a débuté le 26 janvier 2009 et les déclarations de clôture ont été faites par les parties et participants les 25 et 26 août 2011. Conformément au Statut de Rome, pour condamner l'accusé, la Chambre doit être convaincue de sa culpabilité au-delà de tout doute raisonnable. En cas de verdict de culpabilité, la Chambre fixera, par la suite, la peine à appliquer.

Pour les informations mises à jour sur cette affaire, cliquer [ici](#).

Retransmission vidéo de l'audience

L'audience sera et pourra être suivie, en direct, sur le site Internet de la CPI, aux adresses suivantes :

Salle d'audience I : [Français](#) | [Anglais](#)

Pour plus d'informations pour les médias est [ici](#).

Le Procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, tiendra une conférence de presse jeudi 15 mars à 11h00 sur l'affaire Lubanga

Le jeudi 15 mars 2012, à 11h00 (heure locale de La Haye), le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), M. Luis Moreno-Ocampo, tiendra une conférence de presse à propos de la décision sur l'innocence ou la culpabilité de Thomas Lubanga Dyilo, qui sera annoncée la veille au cours d'une audience publique.

Retransmission via internet

La conférence de presse sera retransmise en direct, à 11h00, sur le site internet de la Cour, sur les liens suivants :

[Anglais](#) | [Français](#)

Pour plus d'informations pour les médias est [ici](#).

Décisions adoptées entre le 5 et le 9 mars 2012

Affaire Lubanga Dyilo

Order reclassifying documents related to the “Decision on the ‘Demande urgente en vertu de la Règle 21-3 du Règlement de procédure et de preuves’ and on the ‘Urgent Request for the Appointment of a Duty Counsel’ filed by Thomas Lubanga Dyilo before the Presidency on 7 May 2007 and 10 May 2007, respectively”

Rendue par la Présidence, le 9 mars 2012

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Décision relative à la requête aux fins de prorogation du délai de dépôt des conclusions finales du représentant légal commun du groupe principal de victimes

Rendue par la Chambre de première instance II, le 5 mars 2012

Order reclassifying documents related to the “Decision on the ‘Demande urgente en vertu de la Règle 21-3 du Règlement de procédure et de preuves’ and on the ‘Urgent Request for the Appointment of a Duty Counsel’ filed by Thomas Lubanga Dyilo before the Presidency on 7 May 2007 and 10 May 2007, respectively”

Rendue par la Présidence, le 9 mars 2012

Affaire Mbarushimana

Decision on the Presiding Judge of the Appeals Chamber in the appeal of the Prosecutor against the decision of Pre-Trial Chamber I entitled “Decision on the confirmation of charges”

Rendue par la Chambre d’appel, le 5 mars 2012

Order on the filing of responses to the “Requête pour la traduction de tout document essentiel a [sic] l’appel du Procureur contre la décision de la Chambre Préliminaire ICC-01/04-01/10-465” and to the “Prosecution’s Request for an Extension of the Page Limit for its Document in Support of Appeal against the ‘Decision on the confirmation of charges’ (ICC-01/04-01-10-465-Red)”

Rendue par la Chambre d’appel, le 6 mars 2012

Decision on the “Prosecution’s Request for an Extension of the Page Limit for its Document in Support of Appeal against the ‘Decision on the confirmation of charges’ (ICC-01/04-01/10-465-Red)”

Rendue par la Chambre d’appel, le 7 mars 2012

Decision on Mr Mbarushimana’s request for time extension

Rendue par la Chambre d’appel, le 9 mars 2012

Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de quatre affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun (“Ahmad Harun”)* et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman (“Ali Kushayb”)* ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* ; *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus* ; et *Le Procureur c. Abdel Raheem Muhammad Hussein*. Cinq mandats d’arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l’encontre de MM. Harun, Kushayb, Al Bashir et Hussein. Les quatre suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Après l’audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. M. Abu Garda n’est pas détenu par la CPI. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire I le 17 juin 2010 ; l’audience de confirmation des charges s’est tenue le 8 décembre 2010. Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l’unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre à l’encontre d’Abdallah Banda et Saleh Jerbo. Le 16 mars 2011, la Présidence de la CPI a constitué la Chambre de première instance IV et lui a renvoyé cette affaire.

Décisions adoptées entre le 5 et le 9 mars 2012

Affaire Banda et Jerbo

Decision on the “Requête aux fins d’être autorisés à soumettre un Addendum”

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 6 mars 2012

Situation en République centrafricaine

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès a débuté le 22 novembre 2010.

Décisions adoptées entre le 5 et le 9 mars 2012

Affaire Bemba

Order on the reclassification of transcripts

Rendue par la Chambre de première instance III, le 5 mars 2012

Public redacted version - Judgment on the appeal of Mr Jean-Pierre Bemba Gombo against the decision of Trial Chamber III of 6 January 2012 entitled "Decision on the defence's 28 December 2011 'Requête de Mise en liberté provisoire de M. Jean-Pierre Bemba Gombo'"

Rendue par la Chambre d'appel, le 5 mars 2012

Order on the implementation of Decision on the supplemented applications by the legal representatives of victims to present evidence and the views and concerns of victims

Rendue par la Chambre de première instance III, le 6 mars 2012

Decision on "Application of Legal Representative of Victims Mr Zarambaud Assingambi for leave to participate in the appeals proceedings following the Defence appeal of 9 January 2012 and addendum of 10 January 2012"

Rendue par la Chambre d'appel, le 1 février 2012

Situation au Kenya

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* sur la situation au Kenya, Etat partie depuis 2005. Suite à la délivrance de citations à comparaître le 8 mars 2011, six citoyens kenyans ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire II les 7 et 8 avril 2011. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang* s'est tenue du 1^{er} au 9 septembre 2011. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali* s'est tenue du 21 septembre au 5 octobre 2011. Le 23 janvier 2012, les juges ont refusé de confirmer les charges à l'encontre de MM. Kosgey et Ali. La Chambre préliminaire II a confirmé les charges à l'encontre de MM. Ruto, Sang, Muthaura et Kenyatta et a renvoyé ces derniers en procès devant les juges de première instance.

Décisions adoptées entre le 5 et le 9 mars 2012

Affaire Ruto et Sang

Decision on the Defences' Applications for Leave to Appeal the Decision on the Confirmation of Charges Pursuant to Article 61(7) (a) and (b) of the Rome Statute

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 9 mars 2012

Decision on the "Urgent Request by the Victims' Representative for an order from the Chamber requiring the Registrar to provide appropriate resources for the current mission in Kenya"

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 9 mars 2012

Affaire Muthaura et Kenyatta

Decision on the Defence Applications for Leave to Appeal the Decision on the Confirmation of Charges

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 9 mars 2012

Second Decision with Respect to the Question of Invalidating the Appointment of Counsel to the Defence

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 9 mars 2012

Decision on the "Prosecutor's Request for leave to Reply to the 'Defence Response to the Prosecution's Request to Invalidate the Appointment of Counsel to the Defence team'"

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 13 juillet 2011

Situation en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, qui n'est pas partie au Statut de Rome, avait, le 18 avril 2003, déclaré accepter la compétence de la Cour. La présidence de la République de Côte d'Ivoire a récemment confirmé cette acceptation, les 14 décembre 2010 et 3 mai 2011. Le 3 octobre 2011, la Chambre préliminaire a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête sur la situation en Côte d'Ivoire pour les crimes qui auraient été commis depuis le 28 novembre 2010. L'audience sur la confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Laurent Gbagbo*, la seule affaire actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, doit s'ouvrir le 18 juin 2012.

Décisions adoptées entre le 5 et le 9 mars 2012

Affaire Gbagbo

Decision on the Protocols concerning the disclosure of the identity of witnesses of the other party and the handling of confidential information in the course of investigations

Rendue par la Chambre préliminaire III, le 6 mars 2012

Decision on the "Application by Redress Trust for Leave to Submit Observations to Pre-Trial Chamber III of the International Criminal Court Pursuant to Rule 103 of the Rules of Procedure and Evidence"

Rendue par la Chambre préliminaire III, le 8 mars 2012

Situation en Libye

Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé, à l'unanimité de ses membres, de saisir le Procureur de la CPI de la situation dont la Jamahiriya arabe libyenne est le théâtre depuis le 15 février 2011. Le 3 mars 2011, le Procureur de la CPI a annoncé l'ouverture d'une enquête dans la situation en Libye. Cette situation est assignée par la Présidence de la Cour à la Chambre préliminaire I. Le 27 juin 2011, la Chambre préliminaire I a délivré trois mandats d'arrêt à l'encontre de Muammar Mohammed Abu Minyar Gaddafi, Saif Al-Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi pour des crimes contre l'humanité (meurtre et persécution) qui auraient été commis en Libye du 15 jusqu'au 28 février 2011 au moins, à travers l'appareil d'Etat libyen et les forces de sécurité. Le 22 novembre 2011, la Chambre préliminaire I a ordonné la clôture de l'affaire à l'encontre de Muammar Gaddafi suite à la mort du suspect.

Décisions adoptées entre le 5 et le 9 mars 2012

Affaire Saif Al-Islam et Al-Senussi

Decision on the admissibility of the "Appeal Against Decision on Application Under Rule 103" of Ms Mishana Hosseinioun of 7 February 2012

Rendue par la Chambre d'appel, le 9 mars 2012

Situation en Ouganda

La Chambre préliminaire II est actuellement saisie de l'affaire *Le Procureur c. Joseph Kony, Vincent Otti, Okot Odhiambo et Dominic Ongwen*. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés dans le cadre de cette affaire à l'encontre des cinq principaux dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). À la suite de la confirmation du décès de Raska Lukwiya, les procédures engagées à son encontre ont été abandonnées, tandis que les quatre autres suspects demeurent en liberté.

Décisions adoptées entre le 5 et le 9 mars 2012

Decision on Victim's Participation in Proceedings Related to the Situation in Uganda

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 9 mars 2012

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le [calendrier des audiences](#)

Des [résumés audiovisuels](#) sont disponibles sur notre [chaîne YouTube](#) | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur [Twitter](#)

Événements

Le juge Sang-Hyun Song réélu Président de la Cour pénale internationale pour la période 2012-2015 ; les juges Sanji Mmasenono Monageng et Cuno Tarfusser sont respectivement élus premier et second vice-présidents

Le 11 mars 2012, les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont réélu le [juge Sang-Hyun Song](#) (République de Corée) Président de la Cour pour une durée de trois ans avec effet immédiat. La [juge Sanji Mmasenono Monageng](#) (Botswana) a été élue première vice-présidente et le [juge Cuno Tarfusser](#) (Italie) second vice-président.

« Je suis touché par la confiance que mes collègues ont placée en moi en me réélisant Président de la Cour. C'est un honneur de servir une institution dont le mandat est si important et je m'engage à me consacrer pleinement à en assurer le bon fonctionnement et à garantir son efficacité et son indépendance », a déclaré le Président Song à l'issue de son élection.

« Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance aux juges Diarra et Kaul pour l'exemplaire contribution qu'ils ont apportée en leur qualité de vice-présidents ces trois dernières années et j'ai hâte de commencer à travailler avec la vice-présidente Monageng et le vice-président Tarfusser, et, bien évidemment, avec tous les autres juges. »

La Présidence – constituée d'un Président et de deux vice-présidents – joue un rôle essentiel en définissant les orientations stratégiques pour l'ensemble de la CPI. Elle assure la coordination avec les autres organes et consulte le Procureur sur les questions présentant un intérêt commun. Conformément au Statut de Rome, qui est le traité régissant le fonctionnement de la Cour, la Présidence est chargée de la bonne administration de la Cour, exception faite du Bureau du Procureur. Elle supervise les activités du Greffe et intervient sur de nombreuses questions d'ordre administratif touchant au fonctionnement général de la CPI. Elle examine en outre les recours formés contre certaines décisions du Greffier et conclut avec les États et les organisations internationales des accords de coopération liant la Cour dans son ensemble.

Cinq juges de la CPI ont prêté serment au cours d'une cérémonie tenue au siège de la Cour

Le 9 mars 2012, cinq juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont prêté serment au cours d'une cérémonie tenue au siège de la Cour à La Haye. Les juges [Howard Morrison](#) (Royaume-Uni), [Anthony T. Carmona](#) (Trinité-et-Tobago), [Olga Herrera Carbuccia](#) (République dominicaine), [Robert Fremr](#) (République tchèque) et [Chile Eboe-Osuji](#) (Nigéria) ont été [élus lors de la dernière session de l'Assemblée des États parties](#) au statut de Rome en décembre 2011 pour un mandat de neuf ans.

Mme la juge Miriam Defensor-Santiago (République des Philippines), également élue en décembre dernier, n'était pas disponible pour des raisons personnelles. Sa prestation de serment aura lieu à une date ultérieure.

La cérémonie d'aujourd'hui s'est déroulée en séance publique, conformément à l'article 45 du Statut de Rome, traité fondateur de la CPI. Chaque juge a pris un engagement solennel, devant la présidente de l'Assemblée des États Parties, Tiina Intelmann, en déclarant : « Je déclare solennellement que je remplirai mes devoirs et exercerai mes attributions de juge de la Cour pénale internationale en tout honneur et dévouement, en toute impartialité et en toute conscience, et que je respecterai le caractère confidentiel des enquêtes et des poursuites et le secret des délibérations. »

Dans son discours d'ouverture, le Président de la CPI, M. le juge Sang-Hyun Song a salué l'arrivée des nouveaux juges. « En notre qualité de juges, que nous soyons déjà en fonction ou nouvellement élus, nous œuvrerons de concert pour renforcer l'état de droit et poursuivre le développement d'un système de justice pénale internationale dont la CPI et ses États parties pourront être fiers. Dans notre tâche, nous aurons sans cesse à l'esprit ces innombrables personnes, en particulier les victimes et les personnes vulnérables, qui de par le monde regardent la Cour les yeux remplis d'espoir et d'attente, pour un avenir meilleur et plus juste », a-t-il affirmé.

La Présidente de l'Assemblée des États parties, Tiina Intelmann, a souligné que « la réputation institutionnelle de la Cour et la place qu'elle occupe dans le système international dépendent de la capacité à rendre la justice avec toutes les garanties d'un procès équitable, conformément au Statut de Rome. ».

Ont également assisté à la cérémonie les juges de la CPI, le Procureur, Luis Moreno-Ocampo, le procureur adjoint et procureur élu, Fatou Bensouda, le Greffier, Silvana Arbia, et le greffier adjoint, Didier Preira, le vice-président de l'Assemblée des États parties, S.E. Markus Börlin ainsi qu'un grand nombre de diplomates, d'invités de haut rang, des représentants des autres organisations internationales à La Haye et des membres de la société civile et du public.

Le dimanche 11 mars 2012, les juges de la CPI tiendront une session plénière à huis clos afin d'élire les membres de la Présidence et de décider de l'affectation des juges aux différentes sections. Un communiqué de presse annonçant les résultats suivront l'élection.

La Cour pénale internationale compte dix-huit juges qui sont des nationaux des États parties au Statut de Rome. Ils sont choisis parmi des personnes jouissant d'une haute considération morale, connues pour leur impartialité et leur intégrité et réunissant les conditions requises dans leurs États respectifs pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires. L'élection des juges tient compte de la nécessité d'assurer la représentation des principaux systèmes juridiques du monde, une représentation équitable des hommes et des femmes et une répartition géographique équitable.

Statement of ICC President Judge Sang-Hyun Song

Photographies de la cérémonie

Vidéo de la cérémonie (YouTube)

Enregistrement **audio** et **vidéo** pour téléchargement



Cinq juges de la Cour pénale internationale © ICC-CPI
Au premier rang : M. le juge Howard Morrison, Mme la juge Olga Herrera Carbuccia et M. le juge Anthony T. Carmona. Au second rang : M. le juge Robert Fremr et M. le juge Chile Eboe-Osuji

La Présidente de l'Assemblée des États parties assiste à l'engagement solennel de nouveaux juges



Le 9 mars 2012 la Présidente de l'Assemblée des États parties (l'« Assemblée »), Mme l'Ambassadeur Tiina Intelmann, a assisté à l'engagement solennel de cinq nouveaux juges de la Cour, qui s'est déroulé lors d'une audience publique, en présence de la communauté diplomatique, d'organisations internationales et de représentants de la société civile.

La Présidente, ainsi que le Vice-président de l'Assemblée et coordinateur du Groupe de travail de La Haye, M. l'Ambassadeur Markus Börlin, et le Président du Groupe d'étude sur la gouvernance, M. l'Ambassadeur Pieter de Savornin Lohman, ont tenu une réunion avec 21 juges de la Cour, y compris cinq juges élus en décembre, afin d'échanger leurs points de vue sur la façon dont l'Assemblée et les juges pourraient relever les défis que la Cour doit affronter durant l'année à venir.

La Présidente s'est également réunie avec le Procureur général et Ministre de la Justice du Nigéria, M. Mohammed Bello Adoke, et le Maire de La Haye, M. Jozas van Aartsen.

La Présidente Intelmann a abordé avec les coordinateurs et facilitateurs du Groupe de travail de La Haye la façon dont ils allaient s'acquitter de leur mandat. Elle s'est également réunie avec les représentants du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un échange de points de vue au sujet du travail de l'Assemblée et de la façon dont la coopération avec la Cour pourrait être renforcée. En outre, la Présidente a rencontré d'autres membres de la communauté diplomatique, des fonctionnaires de rang supérieur de la Cour, ainsi que des représentants du Conseil du personnel de la Cour pénale internationale.

Déclaration de Présidente de l'Assemblée des États Parties, S.E. Mme l'Ambassadeur Tiina Intelmann [English](#) | [Español](#) | [Français](#)

Interagir avec les communautés

Le programme de sensibilisation de la CPI se joint aux femmes d'Eldoret, dans le district de Uasin Gishu, pour célébrer la Journée internationale de la femme

Le jeudi 8 mars 2012, le programme de sensibilisation de la Cour pénale internationale (CPI) a organisé une session de sensibilisation au Kenya, à laquelle ont été conviées plus de 80 femmes pour marquer la Journée internationale de la femme qui est célébrée chaque année dans différentes régions du monde. Les participants représentaient diverses organisations de femmes, tant locales que nationales, présentes dans le district de Uasin Gishu et des villages voisins.

Au cours de cette session, les représentants de l'Unité de la sensibilisation ont présenté la Cour, puis expliqué que le Statut de Rome était le premier traité international à reconnaître une série de crimes sexuels et sexistes comme relevant des crimes les plus graves au regard du droit international. Ont notamment été abordés le viol, l'esclavage sexuel, le mariage forcé, la grossesse forcée, la prostitution forcée et les persécutions sexistes.

Les participants ont discuté de l'état d'avancement des deux affaires relevant de la situation au Kenya, lesquelles portent sur les violences postélectorales de 2008, et ont souligné la nécessité pour la CPI de continuer à enquêter sur les viols et les crimes à caractère sexiste qui auraient été commis.

Dans ses remarques de clôture, une représentante de la *Federation of Women Lawyers in Kenya* (FIDA-Kenya) a salué le programme de sensibilisation en ce qu'il avait apporté de précieuses informations permettant de mieux comprendre les activités de la Cour. Elle a invité l'Unité à étendre le programme de sensibilisation afin d'atteindre d'autres groupes de la communauté « qui n'ont pas eu accès à ces précieuses informations ».

Le programme de sensibilisation de la CPI a pour mission d'interagir avec les communautés touchées par les crimes dont connaît la Cour et de leur fournir des informations à ce sujet. Il a pour objectif de promouvoir la connaissance et la compréhension qu'ont ces communautés des procédures judiciaires. Cela conduit à une plus grande participation de la communauté locale et à un dialogue accru, et permet à la Cour de connaître les préoccupations des communautés concernées afin d'y répondre et de combattre les idées reçues.

Calendrier

MARS 2012						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
12	13	14 La Chambre de première instance I de la CPI rendra sa décision sur l'innocence ou la culpabilité de Thomas Lubanga Dyilo	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	
AVRIL 2012						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
						1
2	3	4	5	6	7	8
- À partir du 15 mai 2012 : Déclarations de clôture dans l'affaire à l'encontre de Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui - À partir du 18 juin 2012 : Audience de confirmation des charges dans l'affaire à l'encontre de Laurent Gbagbo						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.